

**RAPPORT N° 2022/6-35
Au Bureau de la Communauté
En séance du vendredi 09 décembre 2022**

OBJET :

MISE AU REBUT ET VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DE DIVERS MOTOS DE LA CINOR

Les véhicules ci-dessous, composant le parc automobile de la CINOR ne sont plus à même, en raison de leur ancienneté ou vétusté, d'être affectés à l'activité administrative :

Désignation	Marque, Type	Immatriculation	Valeur Nette Comptable au 01/01/2022	Date 1 ^{ère} mise en circulation
MOTO 49 cm2	BETA	BR 191 S	0€	12/04/2011
MOTO 125 cm2	HONDA	EZ 573 NA	0€	29/09/2004
MOTO 49 cm2	BETA	V 182 P	0€	11/07/2008
MOTO 125 cm2	HONDA	AV 947 DG	0€	29/09/2004
MOTO 125 cm2	SUZUKI	DJ 718 GN	0€	04/08/2003
MOTO 125 cm2	HONDA	CJ 777 KA	0€	07/10/2004

Je vous propose, en conséquence de :

- Déclasser les motos dont la liste figure ci-dessus, du domaine public
- M'autoriser à les mettre au rebut et à procéder à leur mise en vente suivant la procédure prévue à cet effet.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/6-35
Du Bureau de la Communauté
En séance du 09 décembre 2022**

OBJET :

MISE AU REBUT ET VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DE DIVERS MOTOS DE LA CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions

Sur le RAPPORT n° 2022/6-35 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1 :

De déclasser les motos présentées dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Marque, Type	Immatriculation	Valeur Nette Comptable au 01/01/2022	Date 1 ^{ère} mise en circulation
MOTO 49 cm2	BETA	BR 191 S	0€	12/04/2011
MOTO 125 cm2	HONDA	EZ 573 NA	0€	29/09/2004
MOTO 49 cm2	BETA	V 182 P	0€	11/07/2008
MOTO 125 cm2	HONDA	AV 947 DG	0€	29/09/2004
MOTO 125 cm2	SUZUKI	DJ 718 GN	0€	04/08/2003
MOTO 125 cm2	HONDA	CJ 777 KA	0€	07/10/2004

ARTICLE 2 :

D'autoriser le Président à mettre les motos ci-dessus au rebut et à procéder à leur mise en vente suivant la procédure prévue à cet effet.

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

17 9 DEC 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-35-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022